

Comité de Pilotage "Étude Ressource Stratégique" Vendredi 20 mai 2016 - Entressen

Zones de sauvegarde : quels enjeux pour les collectivités ?

Contrat
de nappe Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



Lieux : Mairie d'Entressen

Participants :

BARTOLI Gérard, élu à Grans en charge du développement durable et de l'Agenda 21
BOURGUES Pierre, UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction)
BRUNET Agnès, conseillère municipale à Mourès – déléguée du SYMCRAU
BOUYA Corinne, adjointe à Saint Martin-de-Crau, déléguée aux Festivités, Foires, Fêtes et Traditions, Œuvres sociales
CHABAUD Corinne, Conseillère départementale 13 en charge des Domaines départementaux, Espaces naturels, Chasse et Pêche
CHARRON François, Montpellier Sup Agro – Domaine du Merle
CHAZALON Claude, chef de projet EPAD Ouest Provence (Établissement Public d'Aménagement et de Développement)
CHAZEL Aurélien, DDTM 13 – Salon-de-Provence
COSTE François, UNICEM
DELIONS A., Vice-Président de l'association ESPEREN
DERVIEUX Alain, adjoint à Arles en charge de la gestion de l'eau et des canaux. Délégué au patrimoine naturel et au littoral. Président du Contrat de Delta
FAURE Stéphane, Directeur voirie, déplacement et réseaux à la ville d'Arles
FILIPOZZI Laurent, Chargé de mission eau au PNR des Alpilles
GABON, Syndicat Mixte du Pays d'Arles en charge du SCOT
GERBEAU Elodie, Natura 2000 – Saint-Martin-de-Crau
GRASSET, adjoint à Saint -Chamas
GUILLON Jean, Adjoint au Maire de Miramas
HIGLI Daniel, élu à Miramas – délégué au SAN Ouest Provence
HENRY Mireille, adjoint à Saint-Martin-de-Crau en charge de l'environnement et du développement durable
LEVEQUE Patrick, élu à la Chambre d'agriculture 13
LOMBARDINI Katia, PNR de Camargue
LOPEZ R., chargé de mission à Istres
MARTIN Aline Directrice de l'aménagement du territoire à la ville d'Arles
MOYNET Lionel, Directeur de la santé et de l'environnement à la mairie de Salon-de-Provence
MICHEL Louis, Président du SYMCRAU, élu à Fos et vice-présidents du conseil de territoire Istres Ouest Provence délégué à l'Urbanisme et Développement Durable
MONIERE Cécile, Agence de l'Eau
MOREL Lauriane, Chambre d'agriculture et animatrice d l'OUGC Crau
PECAULT Olivier, service eau et assainissement – ACCM (Cté d'agglomération Arles-Crau -Camargue-Montagnette)
RIPERT Vincent, SAN Ouest Provence – technicien service eau et assainissement
TRAMONTIN Céline, élue d'Istres adjointe du quartier d'Entressen en charge de l'agriculture
TREZZY Claudine, Direction de l'environnement du Conseil départemental 13

ALCAZAR Charlotte, SYMCRAU
BAILLIEUX Antoine, SYMCRAU
BERTI Viviane, urbaniste, atelier AVB
FENART Pascal, HYDROFIS
VINDRY Rachel, Autrement Dit



***Le contenu de la présentation en Comité de pilotage est annexé au présent compte rendu.
Seuls sont repris ici les points importants à retenir ainsi que les différents échanges entre les participants.***

Les points importants à retenir de la présentation :

- ➔ L'eau de la Crau reste de bonne qualité et disponible en quantité suffisante pour satisfaire els besoins en eau potable d'ici 2030. Sur la Crau, il ne s'agit donc pas d'aller chercher de l'eau ailleurs mais de sécuriser les communes sur le plan qualitatif car de nombreuses communes sont en mono-ressource et ne disposent pas de forages de secours en cas d'altération qualitative sur le forage.
- ➔ Les zones de sauvegarde proposées reposent sur les forages existants. Il ne s'agit pas de proposer la création de nouveaux forages.
- ➔ L'analyse des documents d'urbanisme existants sur le territoire de al Crau (PLU, SCOT) a permis de mettre en évidence les règles d'urbanisme de nature à menacer les zones de sauvegarde (création de voies nouvelles, extractions de carrières, cimetières, parcs de stationnement..) ou au contraire de nature à protéger les zones de sauvegarde (Espaces Boisés Classés, zones inondables, zones agricoles protégées sous réserve de l'analyse des usages des sols...).
A noter que la zone U dans les PLU ne doit pas être vue comme une menace irréversible pour la zone de sauvegarde.
- ➔ Les principes inscrits dans les SCOTs du territoire sont de nature à protéger les zones de sauvegarde :
 - La valorisation de la ressource en eau est inscrite au SCoT du Pays d'Arles en cours de projet : volonté du SCoT de reconnaître et de valoriser la ressource en eau comme un socle ancestral et comme un vecteur essentiel du développement et de l'aménagement du territoire
 - Volonté du SCoT approuvé Agglopolo Provence de reconnaître et de valoriser la ressource en eau et notamment la nappe de la Crau. Des zones agro-naturelles protègent des zones de sauvegarde (exemple de Salon-de-Provence)
- ➔ La concertation personnalisée conduite de mars à mai 2016 a été très appréciée par les 11 communes rencontrées (celles sur lesquelles une ou plusieurs zones de sauvegarde ont été définies). Cette concertation a permis de mieux expliquer les principes des zones de sauvegarde et de répondre aux interrogations / inquiétudes des élus. L'ensemble des communes s'est montré favorable aux principes des zones de sauvegarde : préférant "anticiper et agir plutôt que subir" des zones qui leur seraient imposées.

Echanges avec les participants au cours de la présentation :

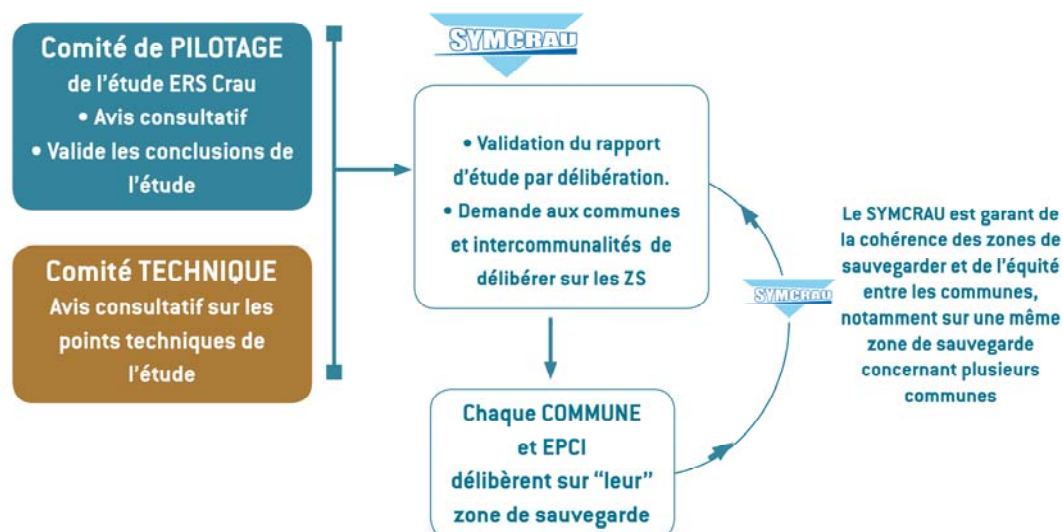
- **Louis MICHEL**, Président du SYMCRAU, introduit la réunion en soulignant l'importance de cette étude ressource stratégique pour se projeter sur l'avenir en protégeant la qualité de l'eau potable en Crau qui reste aujourd'hui de bonne qualité. Il rappelle que cette phase 2 de l'étude a permis de définir des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable des communes la Crau et que ces zones de sauvegarde seront inscrites dans les documents d'urbanisme. Il souligne la qualité du travail technique et la concertation active et personnalisée conduite auprès des communes et des acteurs techniques. Pour L. MICHEL, le SYMCRAU joue un rôle de conseils garant de la préservation de la ressource en eau mais n'est pas là pour imposer ou contraindre les collectivités dans leurs choix d'avenir.
- Pour **Agnès BRUNET**, conseillère municipale à Mouriès, il est important de mieux connaître le niveau de sécurité des pipelines et leurs risques de pollution sur l'eau de la nappe. Des liens devraient être établis entre les communes et les gestionnaires de ces infrastructures. L'impact des décharges sur l'eau potable devra également être étudié. Il est précisé que des réponses seront apportées à l'automne 2016 en phase 3 de l'étude ressource stratégique où des mesures de protection de la nappe seront inscrites dans les zones de sauvegarde à intégrer dans les PLU.
- **Patrick LEVEQUE**, élu à la Chambre d'agriculture, indique que des activités agricoles sont exercées dans les zones de sauvegarde envisagées. Il ne faudrait pas selon lui que ces zones de sauvegarde viennent restreindre l'activité agricole (interdiction de stockage par exemple) mais également les autres activités économiques (routes...). Il indique également qu'une réflexion globale devrait être conduite sur la pollution ponctuelle (accidentelle) et la pollution permanente. P. FENART précise que les zones de sauvegarde n'interdiront pas la construction de routes par exemple, elles ne visent pas à sanctuariser un espace de vie et d'activité. Elles permettront de fixer un cadre de mesures pour réduire les risques de pollution de la nappe. Il précise également qu'en phase 3 de l'étude, un atelier de concertation spécifique à l'agriculture sera organisé pour réfléchir aux mesures adaptées aux activités agricoles dans les zones de sauvegarde. P. LEVEQUE poursuit en rappelant que la pollution par l'arboriculture et le maraîchage a beaucoup diminué par des pratiques d'agriculture raisonnée réduisant de 80 à 90% l'utilisation des insecticides, fongicides et par l'utilisation d'engrais biologiques. Les pollutions retrouvées aujourd'hui sont souvent des traces de pollutions anciennes d'il y a 15 ou 20 ans.
Par ailleurs, P. LEVEQUE souhaite que dans les documents ou légendes des cartes, on parle de "vergers intensifs" et non pas de "vergers industriels". P. FENART confirme qu'il y a eu une prise de conscience réelle : agriculteurs, industriels, aménageurs (routes par exemple) s'inscrivent aujourd'hui davantage dans un principe vertueux en faveur de la protection de la nappe.
P. LEVEQUE insiste sur l'importance de définir un niveau d'acceptabilité de la qualité de l'eau pour permettre le maintien et le développement des activités économiques. Il souligne la vertu du foin de Crau mais également sa fragilité. Selon lui, si des échanges d'eau du Nord vers le Sud de la Crau devaient s'envisager, une compensation financière spécifique devrait être instaurée (les MAET ayant été supprimées, elles ne permettent donc plus cette compensation). *A noter que nouvelles mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) de la PAC 2015 permettent a priori une compensation financière dans les captages prioritaires et les Zones Soumises à Contrainte Environnementale (ZSCE).*
- **Louis MICHEL** rappelle que le SYMCRAU a pour mission de surveiller la nappe d'un point de vue qualitatif et quantitatif. Il n'a pas pour mission de sanctuariser le territoire. Au contraire, le SYMCRAU souhaite accompagner l'ensemble des activités existantes et à venir tout en veillant à limiter l'impact des activités anthropiques sur la qualité des eaux.
- **Pierre BOURGUES**, UNICEM, indique que dans les études d'impacts de carrières, toutes les exploitations en Crau doivent faire l'objet d'un suivi piézométrique sur la ressource qualitative et quantitative. Il précise que dans le cadre du Schéma des Carrières en cours de révision, l'autorisation d'exploitation de carrière en Crau ne sera délivrée que si la carrière n'exploite pas au-delà de 2 mètres de du niveau de la nappe.
- **Céline TRAMONTIN**, adjointe à l'urbanisme à Entressen, souligne les efforts du monde agricole en matière de préservation de la ressource tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif. Elle prend pour exemple certaines exploitations agricoles locales qu'elle a pu visiter récemment et qui ont développé des process très performants pour réduire la consommation en eau et limiter l'impact sur les pollutions.

- **Corinne CHABAUD**, Conseillère départementale 13, confirme la prise de conscience du monde agricole et l'inscription dans des démarches d'agriculture raisonnée qui mériteraient d'être davantage valorisées à travers une communication plus active. Concernant la gestion des routes, elle souligne la préoccupation du Département dans la sécurisation des pollutions. Cette politique reste cependant coûteuse et de moins en moins soutenue (baisse des dotations de l'Etat).
- **Gérard BARTOLI**, adjoint à Grans, s'interroge sur le contenu exact de l'agriculture raisonnée. Il est important selon lui de bien la définir, une charte précise devrait être instaurer pour en dresser le contenu car il s'agit d'un enjeu de santé publique. Pour G. BARTOLI, la consommation de produits biologiques ou issus de l'agriculture raisonnée repose sur un changement de mentalités qui est en train de s'amorcer. Il compare cette évolutions des mentalités à celles des zones inondables qui, comme à Grans, étaient au début mal acceptées puis progressivement vécues comme le poumon vert de la commune.
- **Lionel MOYNET**, Directeur de la santé et de l'environnement à la mairie de Salon-de-Provence, indique que l'accompagnement du SYMCRAU est louable mais que cet accompagnement devrait être renforcé financièrement par le soutien notamment de l'Agence de l'Eau.
- **Alain DERVIEUX**, adjoint à Arles, indique que la notion d'acceptabilité est floue et mobile dans le temps. Ce qui est accepté aujourd'hui ne le sera pas forcément pour demain. Il est donc important de dépasser cette échelle de temps (2030 étant très proche) et d'acter aujourd'hui une échéance beaucoup plus lointaine. Il indique que la Camargue a subi certaines erreurs du passé (utilisation du Glyphosate) et qu'il est vraiment indispensable d'avoir une vision à long terme pour éviter les dégâts sur la qualité des eaux. P. FENART indique que l'horizon 2030 a été fixé ici pour estimer les besoins en eau potable sur la Crau ; besoins qui ne devraient pas augmenter à cette échéance. La disponibilité de la ressource en eau à cet horizon ne devrait pas non plus poser de problème en Crau, contrairement à d'autres territoires en France et dans le monde. Il souligne l'enjeu de l'eau comme levier de croissance et indique que 50% de la population mondiale risque de se retrouver en stress hydrique dans les prochaines années.
- **Cécile MONIERE**, Agence de l'Eau, confirme que les zones de sauvegarde n'ont pas pour objectif de geler les activités mais cherchent un compromis entre les différents usages pour préserver durablement la qualité de l'eau potable en Crau. Concernant les inquiétudes sur la ressource en eau provenant du bassin versant de la Durance, elle précise qu'une étude appelée R2D2 (*Risque Ressource en Eau et gestion Durable de la Durance en 2050*) conduite entre 2010 et 2013 montre une probable modification de la répartition temporelle de la ressource à l'échéance 2050 (baisse de la neige, signal pluvieux flou) qui va poser des problèmes de gestion.
- **Stéphane FAURE**, Directeur voirie, déplacement et réseaux à la ville d'Arles, souligne l'importance des réseaux d'irrigation (canaux) dans la recharge de la nappe. Il mentionne donc tout l'enjeu de l'entretien de ces réseaux.

Le processus de validation de Zones de Sauvegarde est présenté à la fin de la réunion et approuvé par le Comité de pilotage. Les participants soulignent la nécessité de mentionner les périmètres des zones de sauvegarde dans les documents de rang supérieur aux PLU, à savoir le SDAGE notamment et à les inscrire dans le Porter à Connaissance de l'Etat.

6 -Processus de validation des Zones de Sauvegarde sur la Crau

Projet au 20 mai 2016



- Louis MICHEL** conclut en insistant sur la notion d'acceptabilité collective ("d'intelligence collective") pour acter les zones de sauvegarde. Selon lui, cette démarche repose sur une solidarité intercommunale des hommes et des femmes du territoire et des communes non touchées par les zones de sauvegarde mais qui bénéficient de l'eau de la nappe de Crau. Il précise que la concertation qui aura lieu dans la dernière phase permettra d'affiner les choix des collectivités. Il mentionne l'importance de cette concertation, très appréciée depuis le début et qui a permis de réaliser une "co-construction innovante".



Pages suivantes : Diaporama

Comité de Pilotage n°3
Vendredi 20 mai 2016 - Entressen
Étude Ressource Stratégique de la nappe de Crau
Zones de sauvegarde : quels enjeux pour les collectivités ?

Contrat
de **nappe** Crau
Étude Ressource en
eau Stratégique



Ordre du jour :

- 1- Rappel des étapes de l'ERS : réalisées et à venir (A. Baillieux, SYMCRAU)
- 2- Présentation du schéma de distribution des zones de sauvegarde (ZSE et ZSNEA)
sur le territoire de la Crau (P. Fénart, HYDROFIS)
- 3- Caractérisation des Zones de Sauvegarde (P. Fénart, HYDROFIS ; V. Berti, ATELIER AVB)
- 4 - Bilan de la concertation technique et politique de cette phase 2 (R. Vindry, Autrement Dit)
- 5- Préfiguration de la phase 3 : *concertation et travail technique*
- 6- Processus de validation des Zones de Sauvegarde sur la Crau

1- Rappel du phasage (A. BAILLIEUX, SYMCRAU)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de **nappe**
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique

Phase 1 :
Pré-identification
des zones de
sauvegarde à
l'échelle de la nappe
de Crau

Septembre à décembre 2015

Phase 2 :
Caractérisation des
zones de sauvegarde à
l'échelle locale

Janvier à mai 2016

- Rencontres personnalisées élus et acteurs techniques de la Crau
- Analyse de la compatibilité des ZS avec l'urbanisme

Phase 3 :

Proposition de dispositions de protection et d'actions à engager et identification des porteurs de projet pour leur mise en œuvre.

Mai à novembre 2016

- Été 2016 : définition des ZS à l'échelle parcellaire
- Octobre 2016 : 2 ateliers de concertation : travail sur les règles et actions à inscrire dans le règlement du PLU associé aux ZS
- Nov. 2016 : validation des ZS et de leur contenu par les collectivités (cf processus de validation en fin de séance)

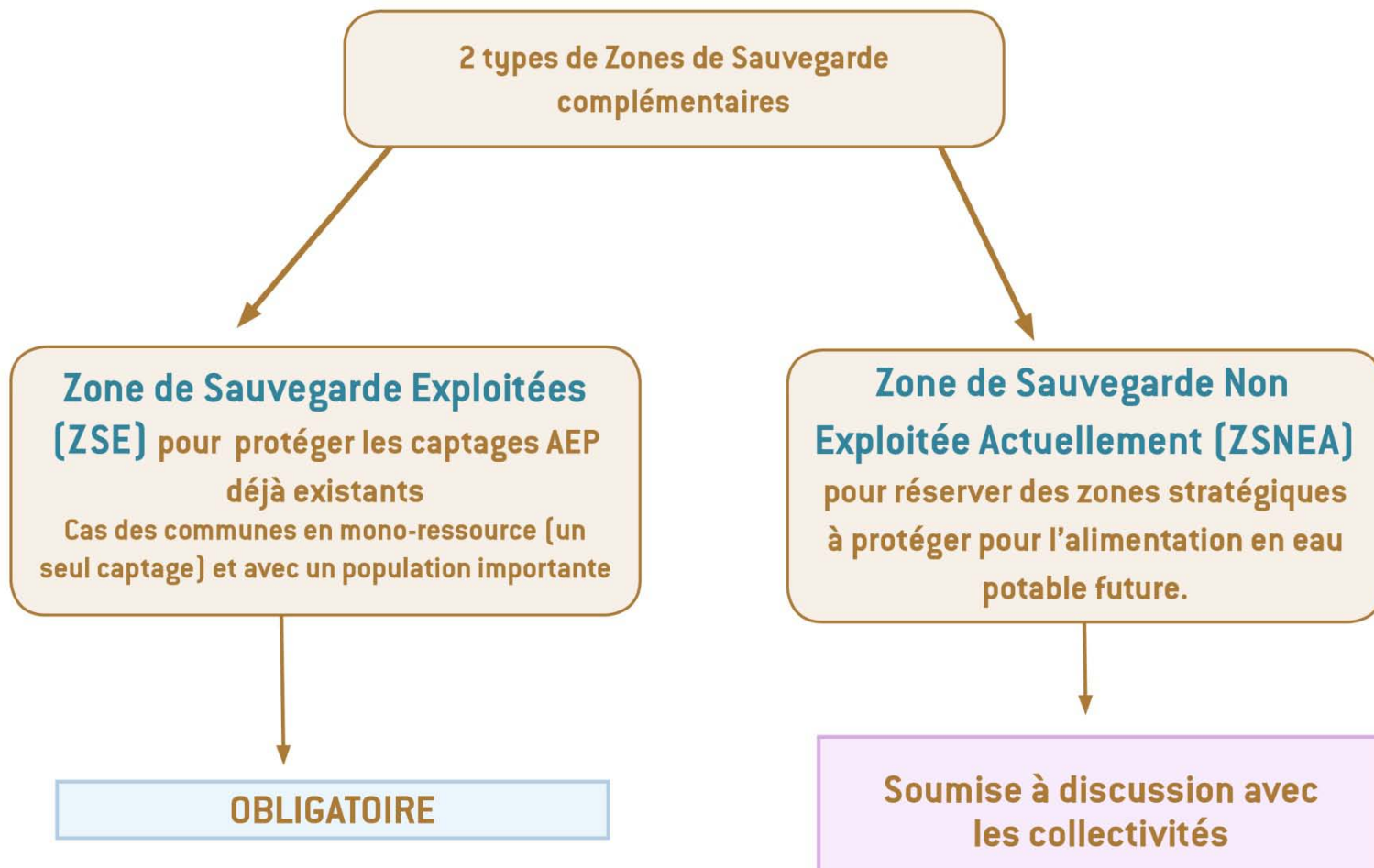


2- Schéma de distribution des zones de sauvegarde (ZSE et ZSNEA) à l'échelle de la Crau

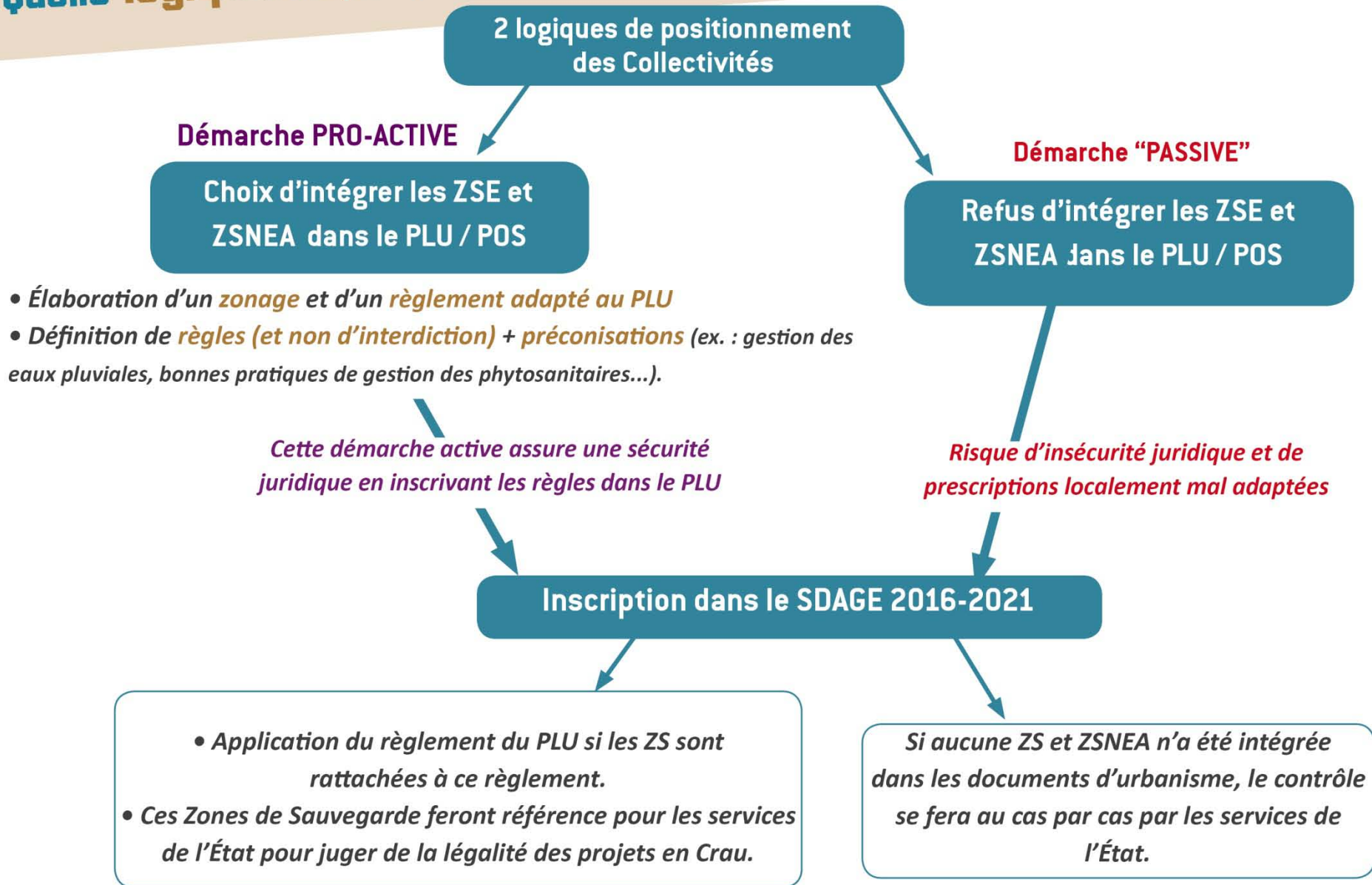
.FENART, HYDROFIS)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Les Zones de Sauvegarde sont-elles obligatoires ?



Quelle logique adopter par les collectivités sur les zones de sauvegarde ?

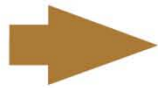


Les zones de sauvegarde, quelles conséquences sur l'urbanisme ?

Les Zones de Sauvegarde

= pas de gel de l'urbanisation.

= démarche "correctrice" sur l'existant et préventive sur les activités à venir.



Les champs d'application des Zones de Sauvegarde :

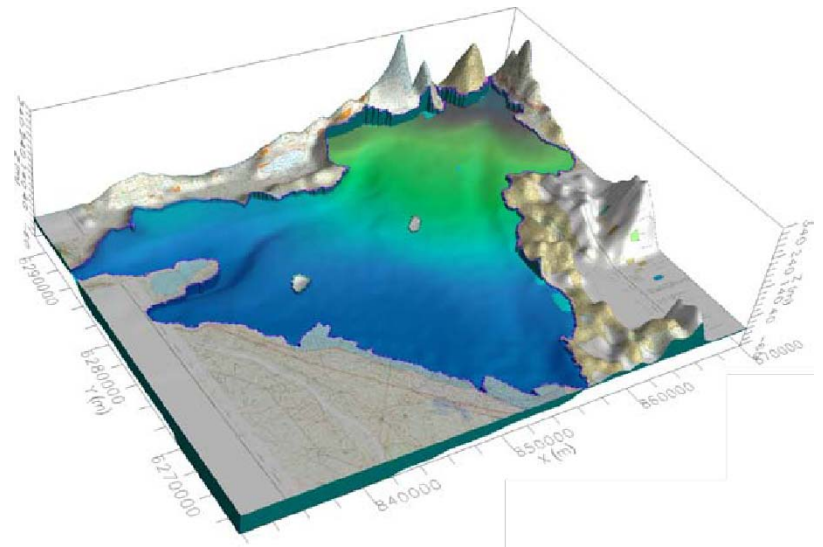
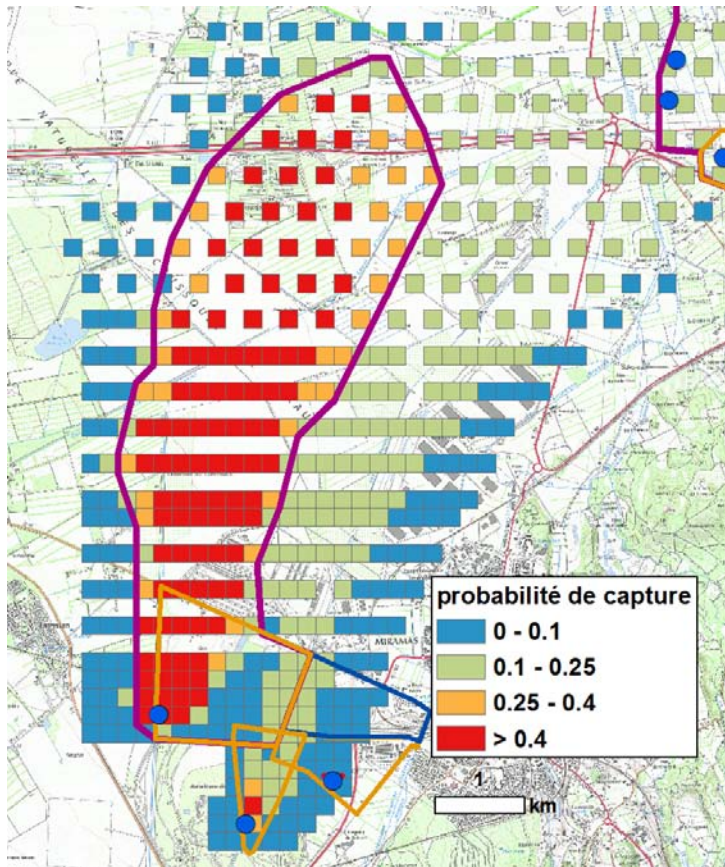
- **Gestion des eaux pluviales** (bassins de rétention sur les routes, non infiltration des eaux de ruissellement des parkings et des routes à forte fréquentation...)
- **Gestion des eaux usées** : test d'étanchéité des conduites d'eau usée tous les 5 ans.
- Strict respect des normes en vigueur pour les **installations d'assainissement non collectifs** : priorisation du SPANC sur les zones de sauvegarde.
- **Réduction voire interdiction des produits phytosanitaires** agricoles et non agricoles.
- Mise en place de protection étanche pour le **stockage de produits dangereux** (stockage de produits chimiques, fuel, station services, engrais, fumier...)
- Étude d'impact pour toute **exploitation de carrière** + limitation de 5 m de profondeur + protection des accès.
- **Autorisation** nécessaire pour tous **forages domestiques et agricoles**.

Comment les zones de sauvegarde ont-elles été définies ?

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de nappe
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique

- **Contours scientifiques** délimitant les zones d'appel des pollutions :
 - c'est-à-dire les chemins préférentiels de la pollution où **au moins 25 % de la pollution est susceptibles d'atteindre le forage**
 - superposition des périmètres de protection existant avec les zones d'appel de pollution
- Il ne s'agit **pas ici de contours parcellaires** (ces derniers seront fournis aux communes en phase 3)



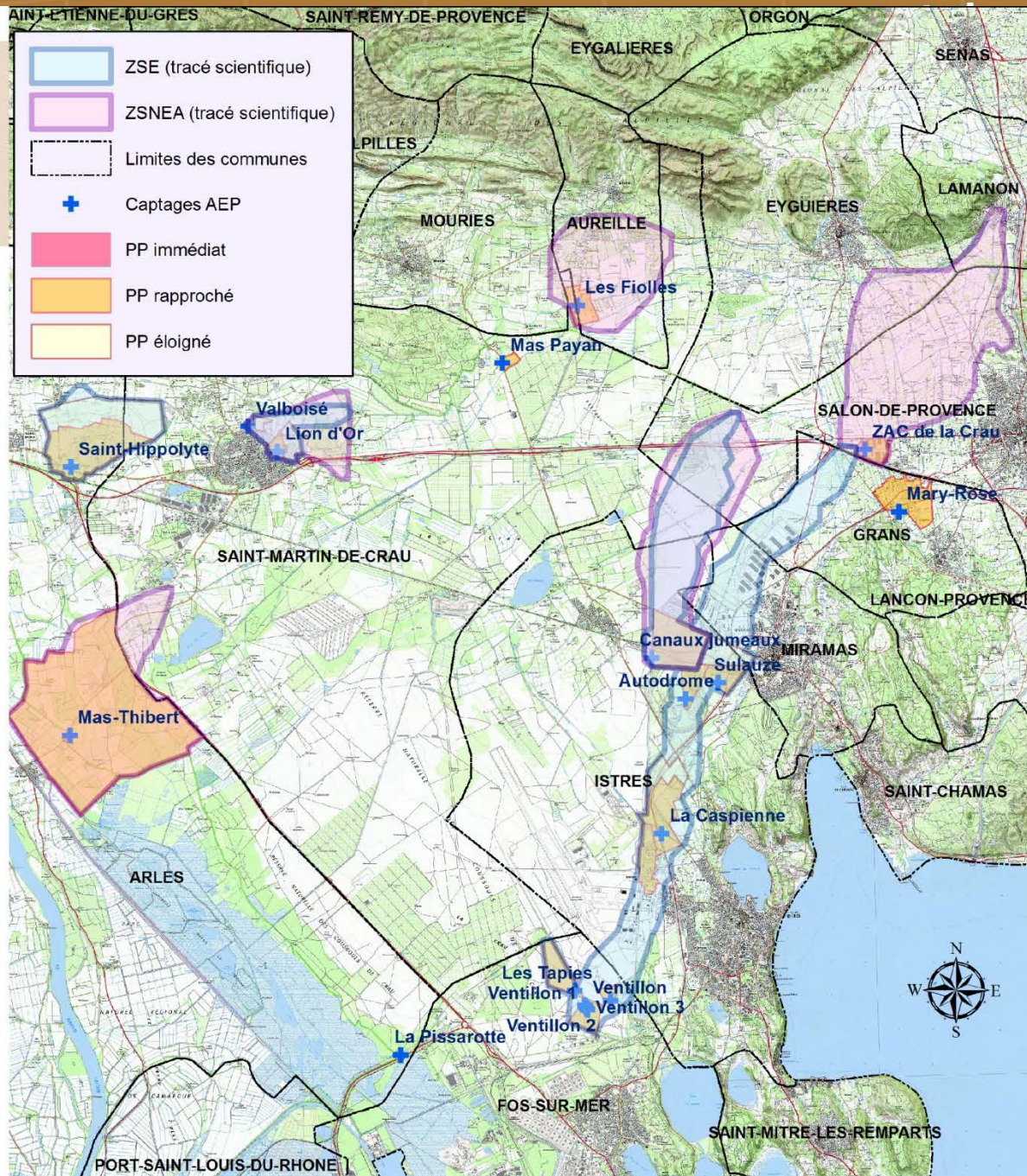
Modèle numérique de la nappe de la Crau

Les zones de sauvegarde

Où ?

• **4 Zones de Sauvegarde Exploitées (ZSE)**

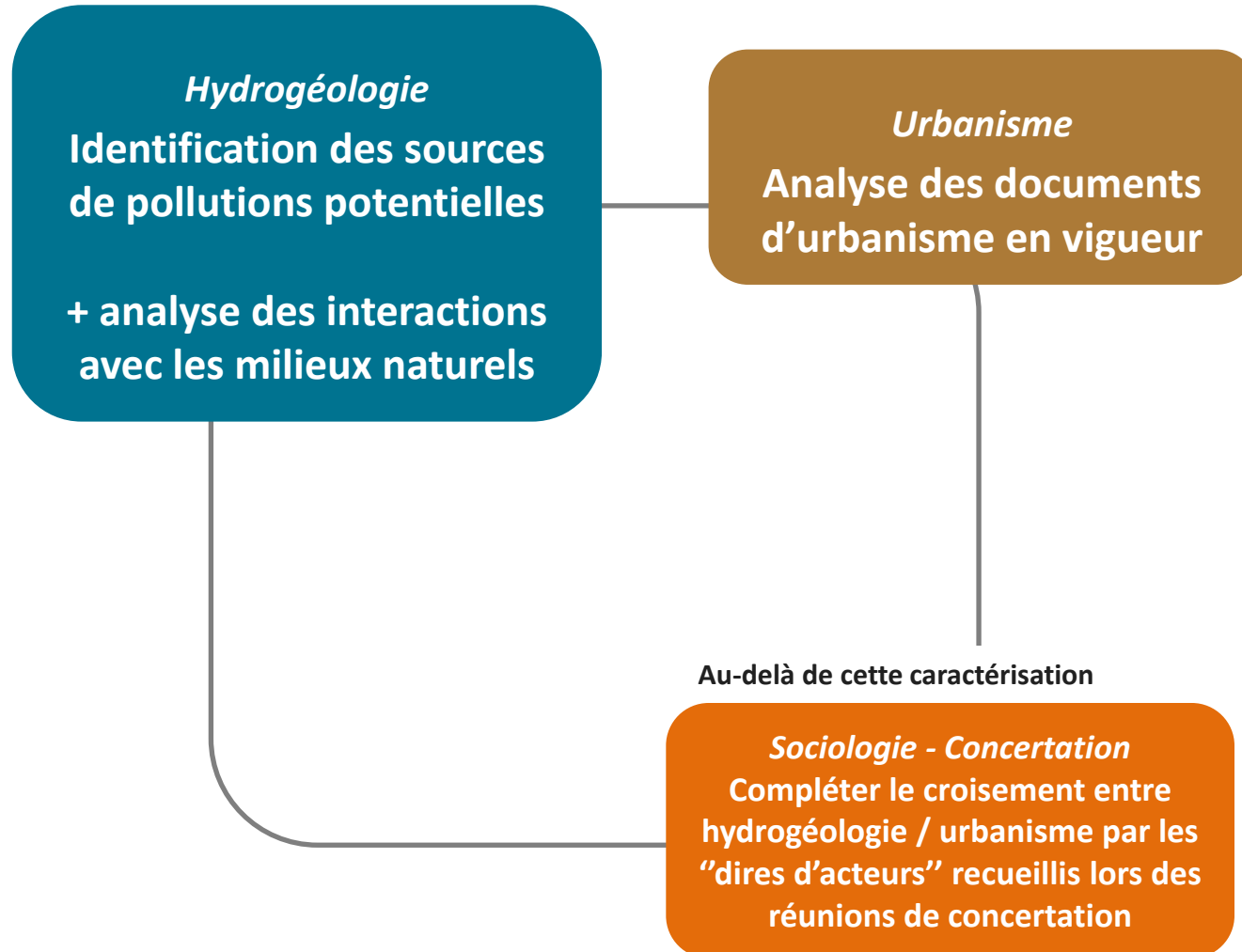
• **5 Zones de Sauvegarde Non Exploitées Actuellement (ZSNEA)**



3- Caractérisation des ZS : Éléments de méthode

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Croisement d'une approche en **hydrogéologie** et **en urbanisme** :



3- Caractérisation des Zones de Sauvegarde et les droits des sols

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Caractériser les zones de sauvegarde au regard des documents d'urbanisme en vigueur ou en projet



Documents transmis par collectivités et EPCI

Document d'urbanisme en projet

Exemple : PLU de Salon-de-Provence dans sa version arrêtée en 2015

Le PLU en projet d'Arles a été transmis après la rédaction du rapport réalisé en mars

Document d'urbanisme en vigueur

Toutes les autres communes, avec souvent des documents incomplets

Les SCoT : documents approuvés ou en projet

Les documents d'urbanisme de type PLU en cours de révision ou élaboration n'ont pas pu être pris en compte

Dresser un état des lieux des règles d'urbanisme
afférentes à chaque zone

Comment ?

Au moyen d'une typologie

Les règles de nature à
MENACER les ZS

Les règles de nature à
PROTEGER les ZS

Ont été étudiées :

- la nature des zones
- les prescriptions particulières

Nature des zones et leurs effets potentiels sur les zones de sauvegarde (exemple)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Typologie des zones	Destinations possibles	Effets
Zones urbaines Zones à urbaniser OAP (<i>Orientation d'Aménagement et de Programmation</i>)	<i>Habitat, activités économiques dont militaires, zones de loisirs, centres équestres, quartiers</i>	<i>Zones de nature à menacer les ZS par artificialisation des sols et augmentation des activités humaines</i>

Prescriptions et leurs effets potentiels sur les zones de sauvegarde (exemples)

Typologie des prescriptions	Destinations possibles	Effets
Emplacements réservés	<i>Création de voie nouvelle, autoroute, déviation, parc de stationnement, bassin de rétention...</i>	<i>Secteurs de nature à fragiliser les zones de sauvegarde <u>par modifications des sols + circulation.</u></i>
Création + élargissement des cimetières	<i>Risques de pollution lié à la contamination des sols</i>	<i>Secteurs de nature à menacer les zones de sauvegarde <u>par pollution</u></i>
Extraction de matériaux	<i>Carrières, gravières, mines</i>	

Prescriptions de nature à protéger les zones de sauvegarde (exemples)

Espaces Boisés
Classés (EBC)

Zones inondables

Espaces remarquables
– Loi Littoral

Zone agricole
protégée sous réserve
de l'analyse des
usages des sols



L'analyse réglementaire
n'est pas suffisante
pour déterminer à elle
seule le contexte dans
lequel s'inscrivent les
zones de sauvegarde.

Un croisement analyse
réglementaire et
usages des sols est
nécessaire

Les principes inscrits au sein des SCoT

SCoT du Pays d'Arles en projet

La valorisation de la ressource en eau est inscrite au SCoT : volonté du SCoT de reconnaître et de valoriser la ressource en eau comme un socle ancestral et comme un vecteur essentiel du développement et de l'aménagement du territoire

SCoT approuvé Agglopoie Provence

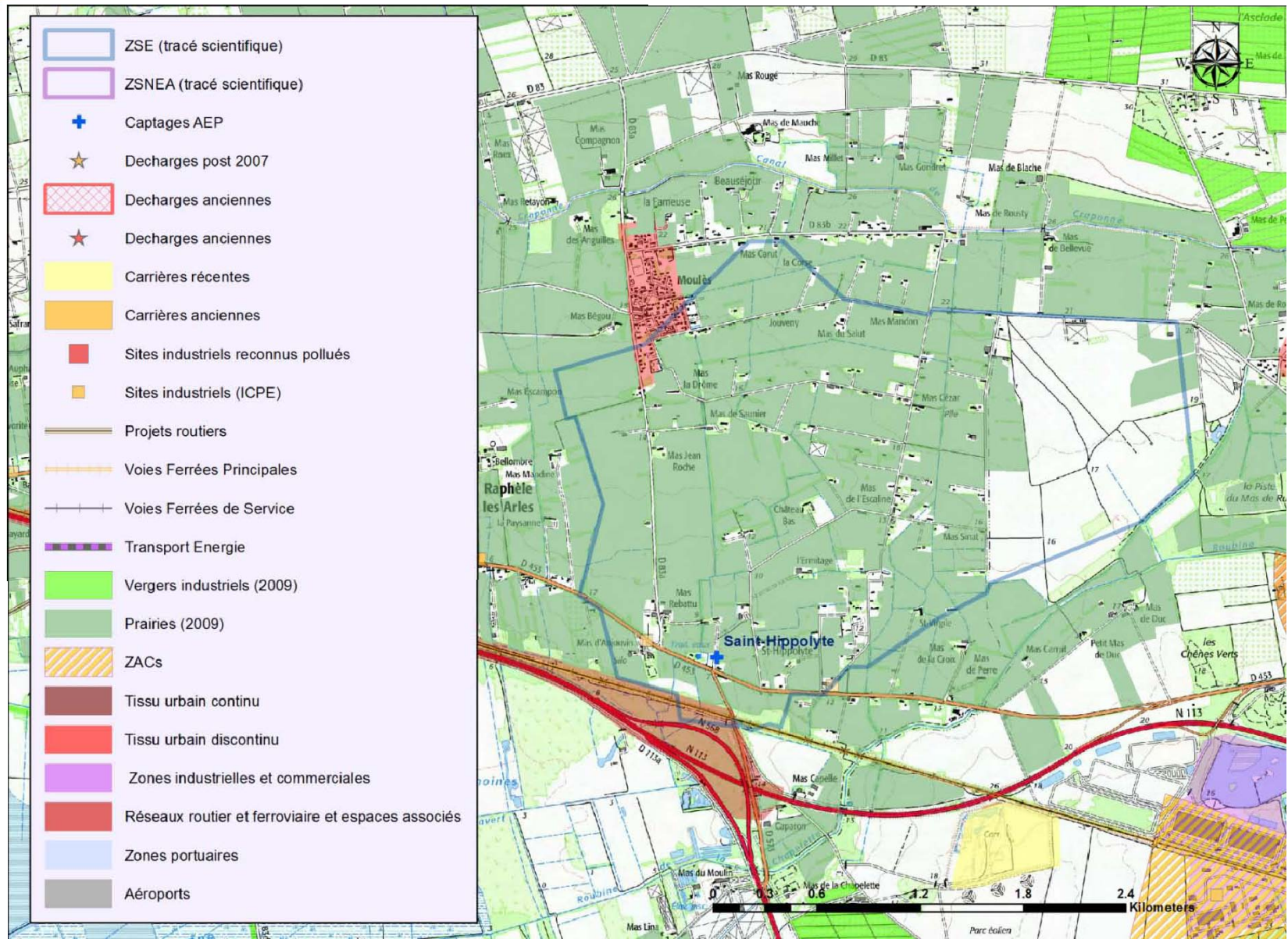
Volonté de ce SCoT de reconnaître et de valoriser la ressource en eau et notamment la nappe de la Crau. Des zones agro-naturelles protègent des zones de sauvegarde (exemple de Salon-de-Provence)



Des traductions au sein des documents de type PLU doivent être trouvées pour protéger la nappe

3- Caractérisation des ZS : ZSE de Saint-Hippolyte à Arles

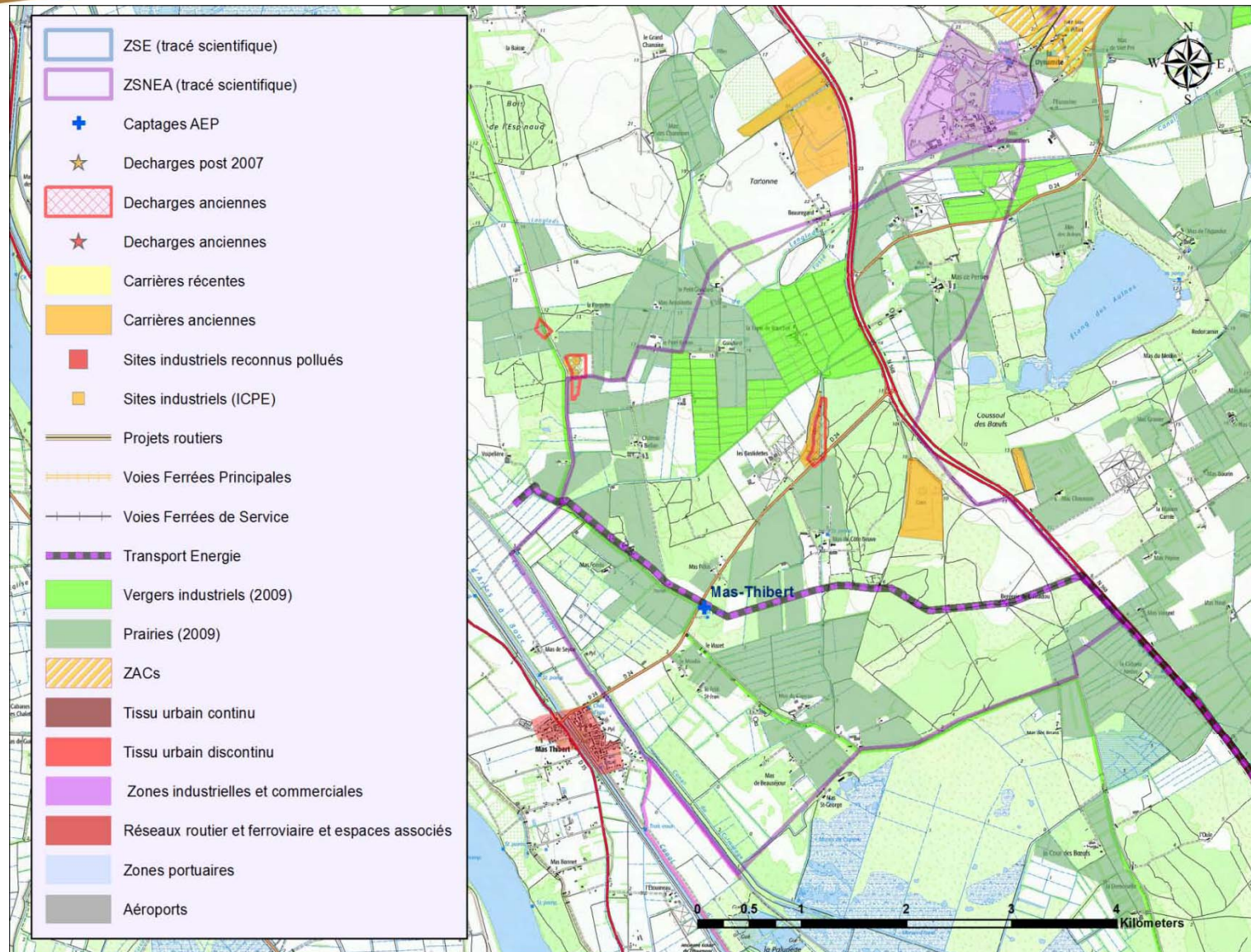
Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016



ZSNEA de Mas Thibert à Arles

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

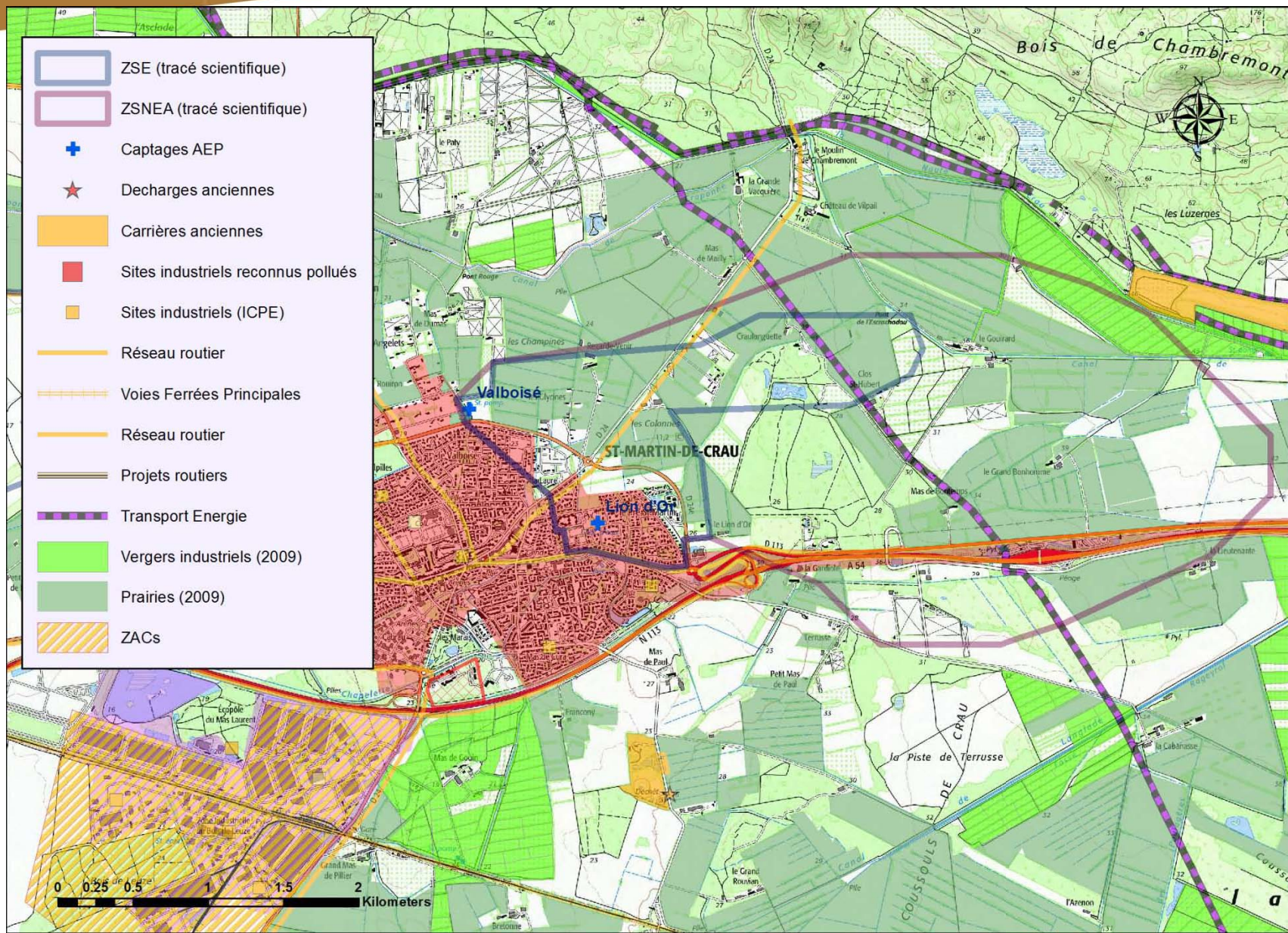
Contrat
de **nappe**
Etude Ressource en
eau Stratégique



ZSE et ZSNEA de Saint-Martin-de-Crau

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

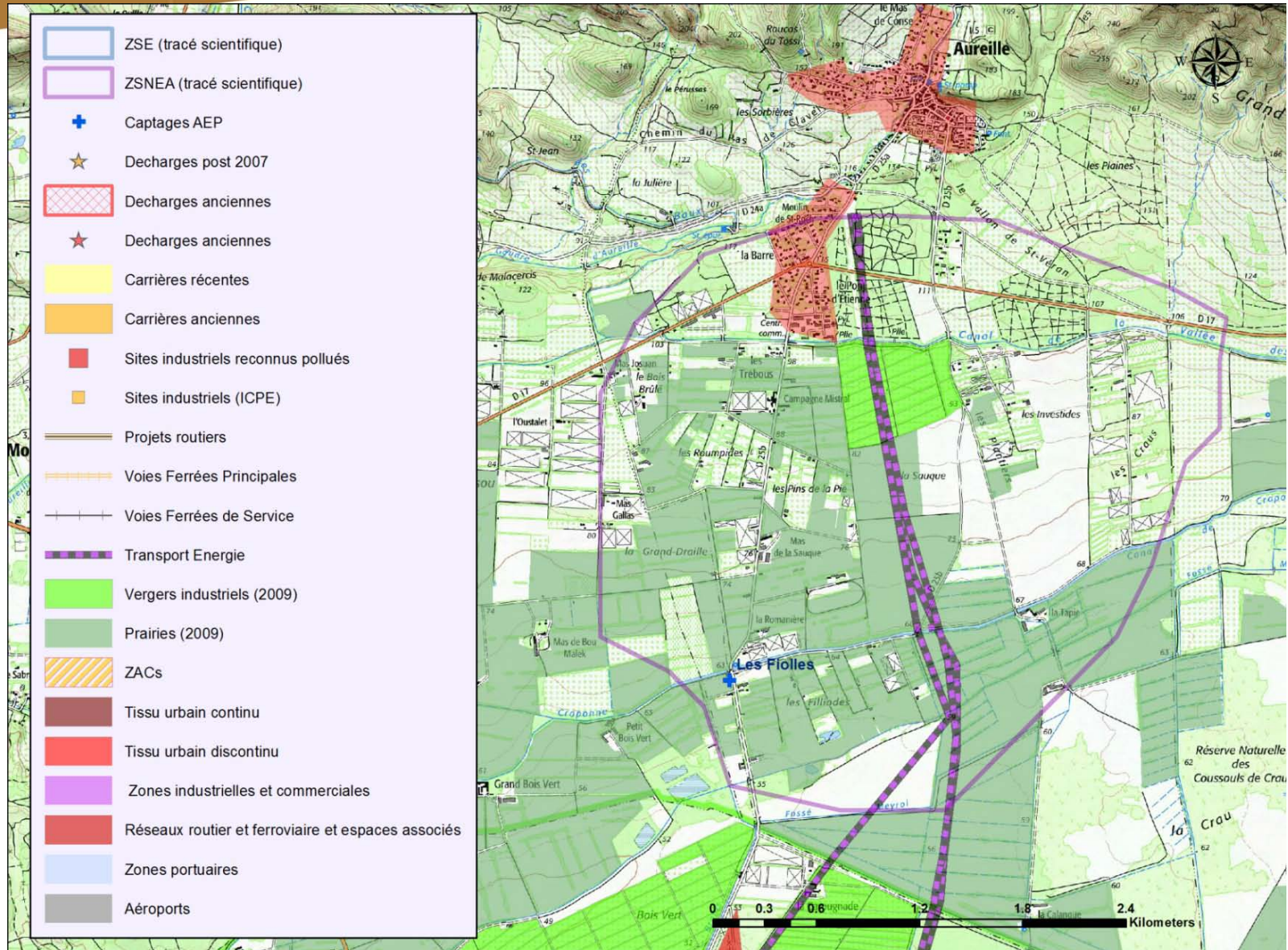
Contrat
de **nappe** Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



ZSNEA d'Aureille

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

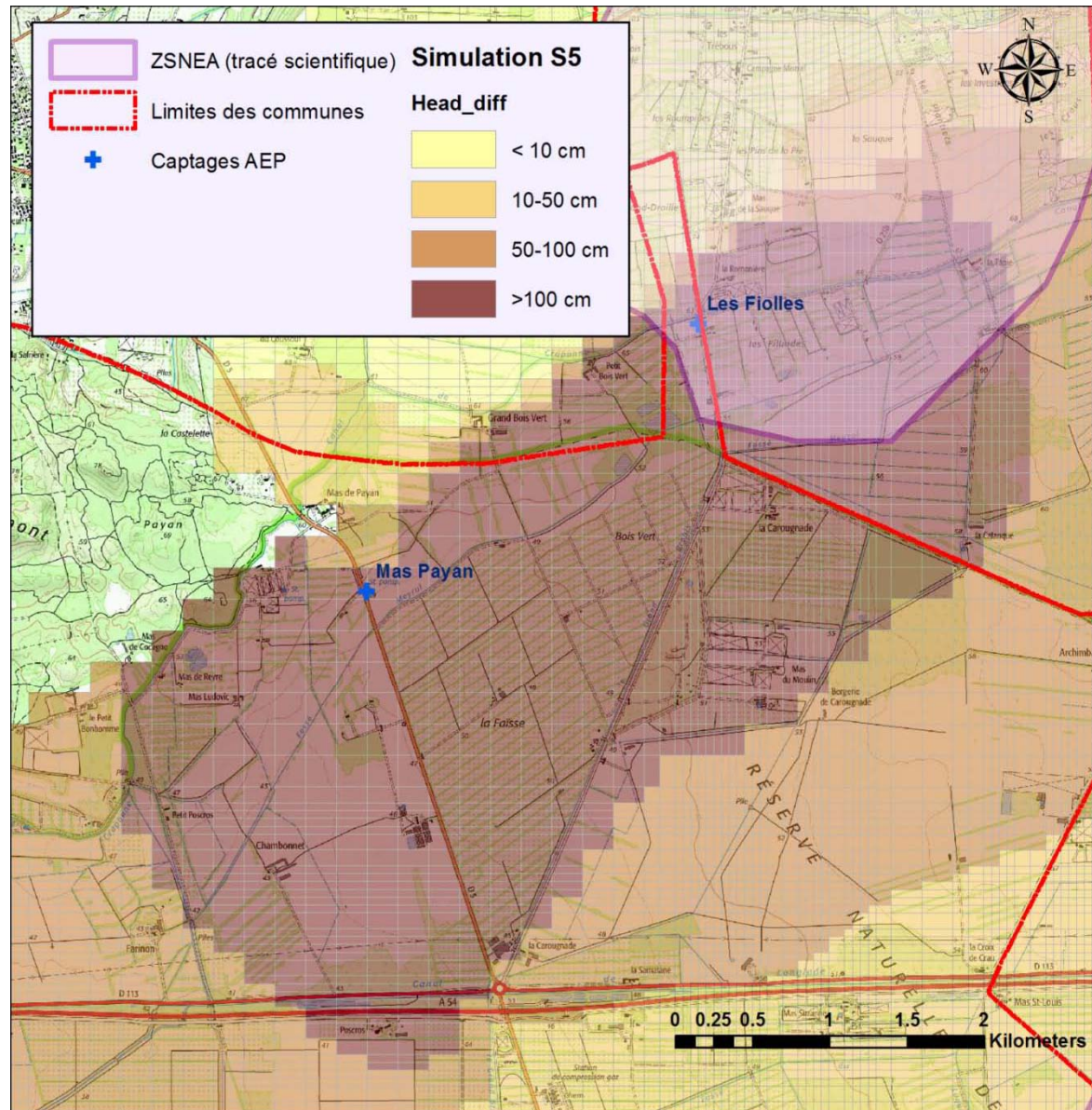
Contrat
de nappe
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



ZSNEA d'Aureille

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

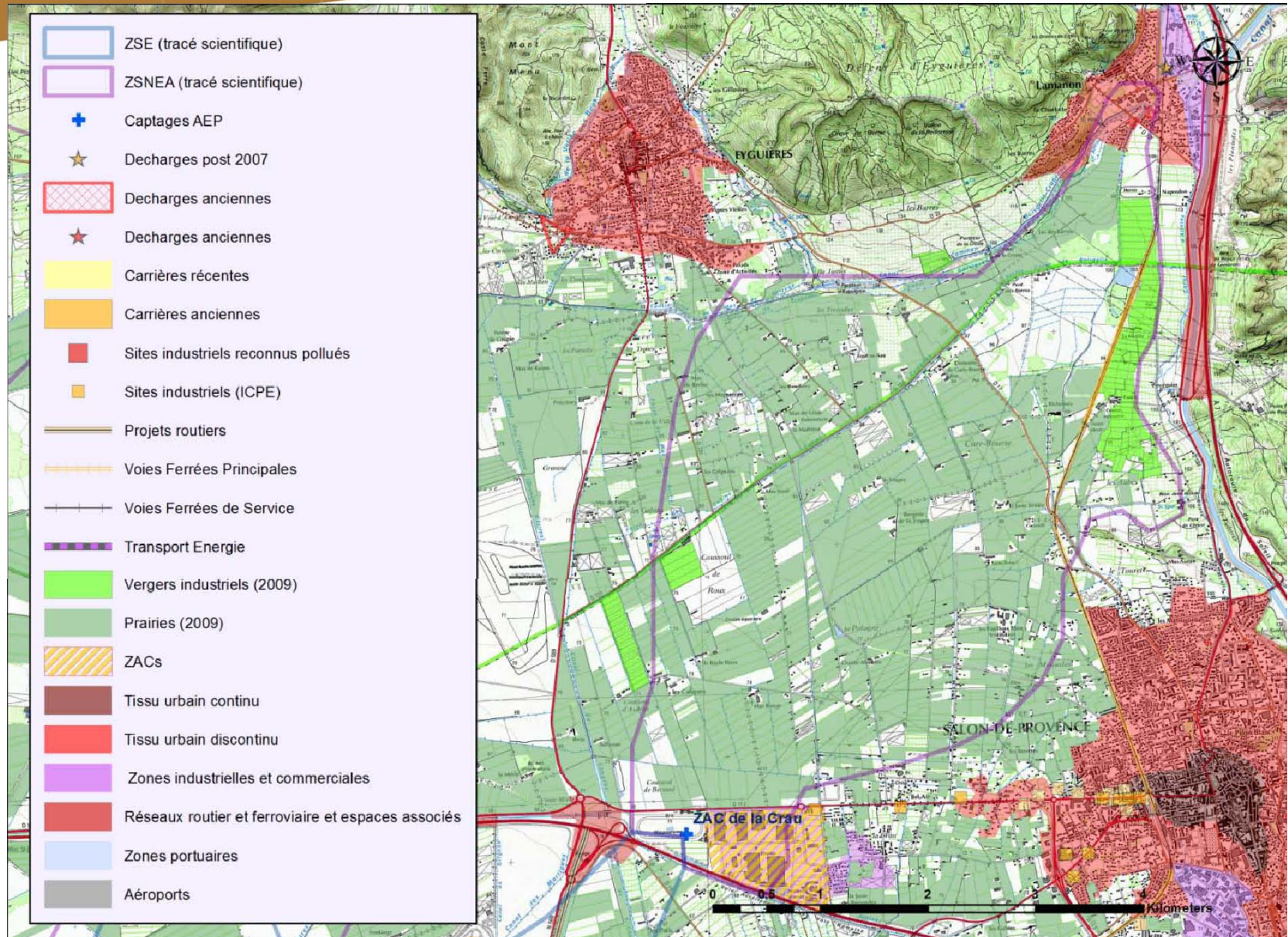
Contrat
de **nappe** **Crau**
Etude Ressource en
eau Stratégique



ZSNEA de Salon-de-Provence

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

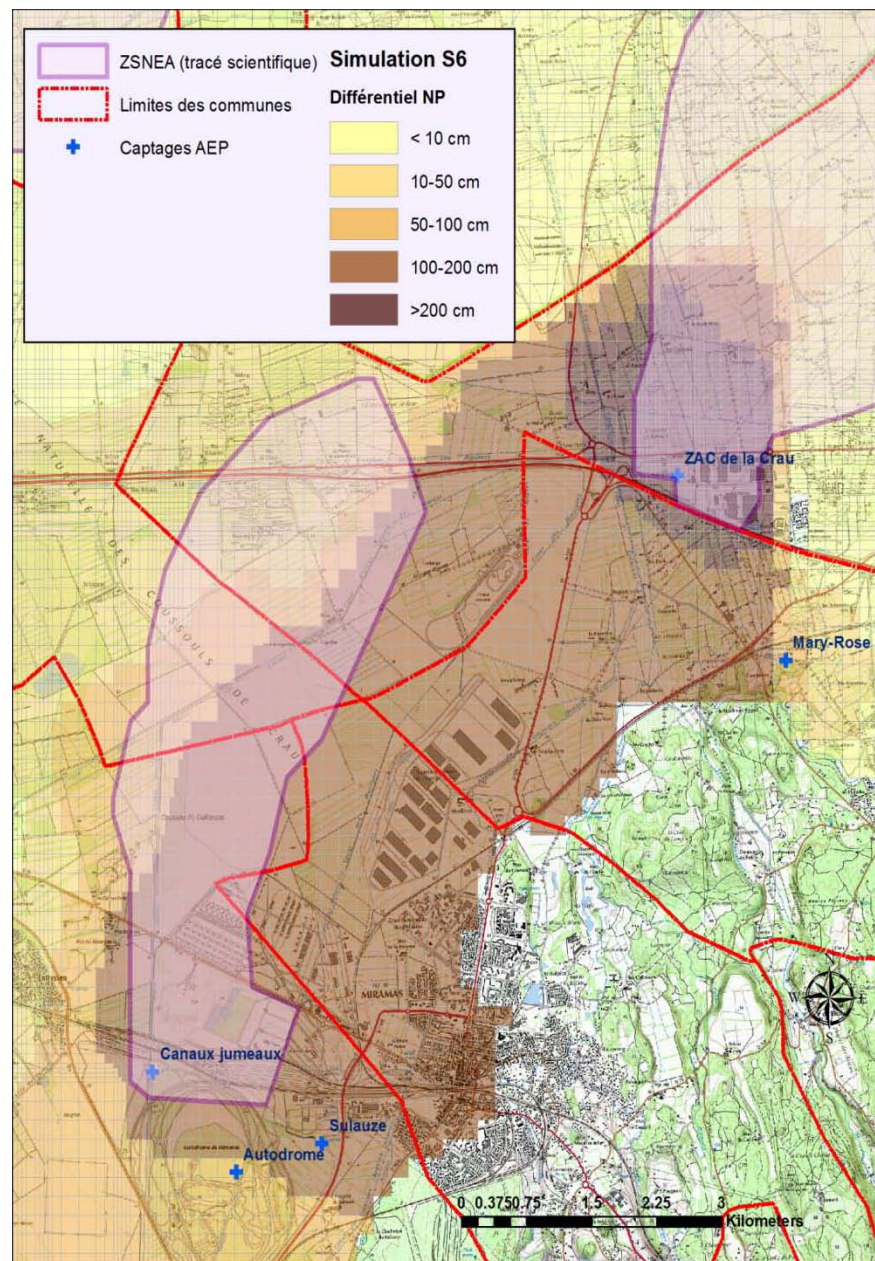
Contrat
de **nappe** **Crau**
Etude Ressource en
eau Stratégique



ZSE et ZSNEA de Miramas

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de nappe
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



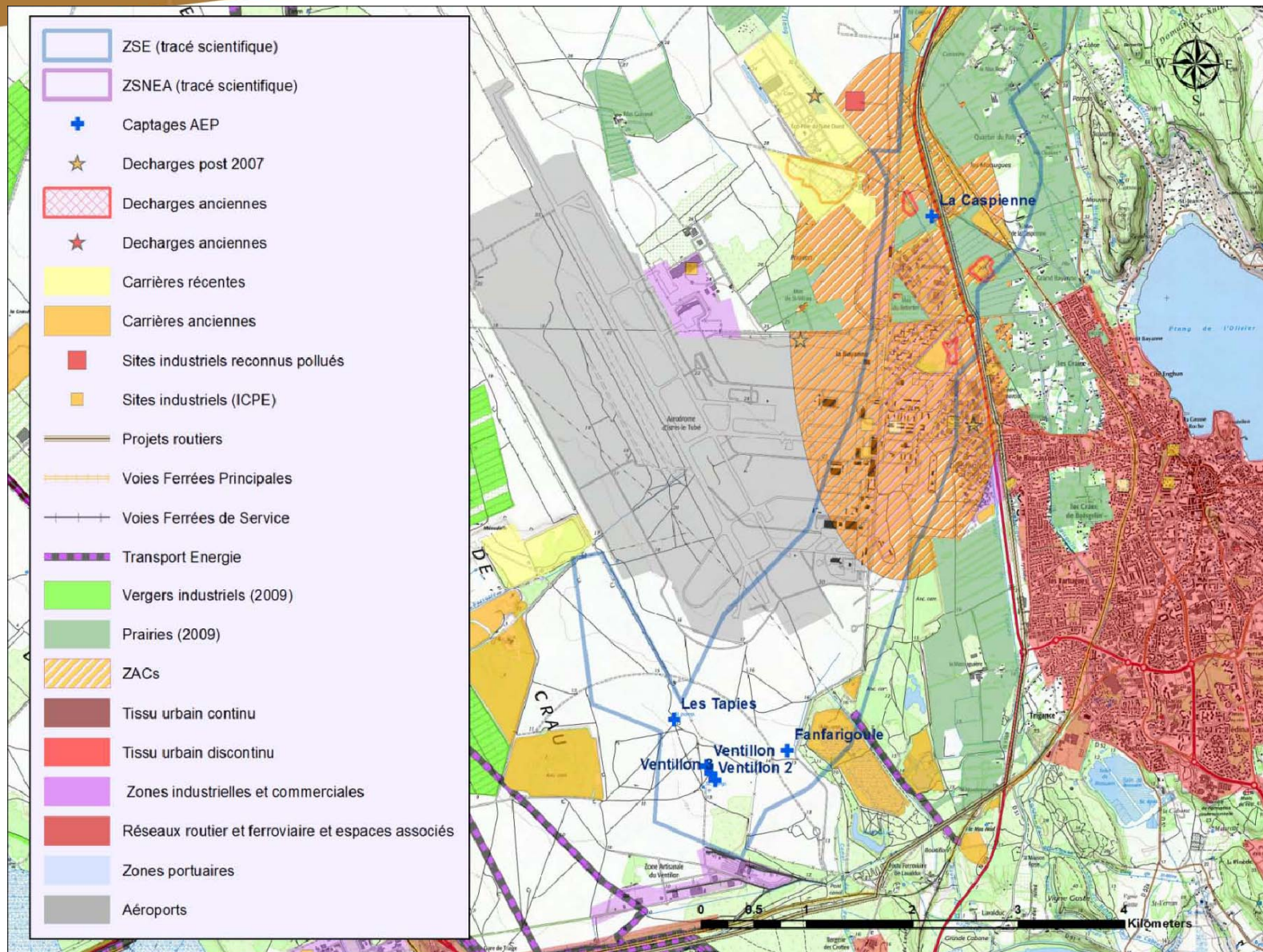
Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016



ZSE du "Super Ventillon"

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de **nappe** Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



Besoin de connaissances supplémentaires

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

ZS	Etudes gestion EP et voiries	Etudes anciennes décharges	Etude spécifique
ZSE St Hippolyte			
ZS de St Martin de Crau	oui		Milieus naturels
ZS de Miramas	oui		Milieus naturels
ZSE Super Ventillon	oui	oui	
ZSNEA du Mas Thibert	oui	oui	Biseau salé
ZSNEA d'Aureille			Milieus naturels
ZSNEA de Salon-de-Provence	oui		Milieus naturels

Par précaution : Vers une révision des objectifs de prélèvements ?

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

ZS	Objectifs de prélèvements INITIAUX	Révision proposée	Raisons de la révision des prélèvements
ZSE St Hippolyte	14 000 m ³ /j (besoin en 2030)	Objectifs initiaux conservés	
ZNSEA Mas Thibert	13 000 m ³ /j (besoin en 2030)	10 000 m ³ /j (secours d'Arles)	Risque de propagation du biseau salé
ZNSEA St-Martin-de-Crau	13 000 m ³ /j (besoin en 2030)	10 000 m ³ /j (5 000 pour St-Martin + 5 000 de secours)	Présence d'une zone boisée classée dépendante de la nappe. Conséquences non négligeables sur ces milieux.
ZNSEA Aureille	13 000 m ³ /j (besoin en 2030)	3 000 m ³ /j (besoins en 2030 pour Aureille, Mouriès, Eyguières)	Conséquences majeures en termes de piézométrie (baisse de la nappe) et sur les zones humides alentours (secteur de Mas Payan).
ZNSEA Salon-de-Provence	26 000 m ³ /j (besoin en 2030)	14 000 m ³ /j (besoin en 2030 de Salon, Lamanon; Eyguières, Sénas, Grans)	Conséquences majeures en termes de piézométrie, notamment sur la source de Marie-Rose à Grans, utilisée pour l'AEP.
ZSE Miramas	16 000 m ³ /j	10 000 m ³ /j . Il est proposé de ne retenir que la ZSE et pas la ZSNEA sur Miramas	Risque de baisse de la piézométrie au droit de nombreuses zones humides, dont l'étang d'Entressen
ZSE Super Ventillon	43 000 m ³ /j	Objectifs initiaux conservés	

Doit on conserver les
périmètres associés aux
objectifs plus ambitieux ?

4 – Bilan de la concertation personnalisée en phase 2

(R. VINDRY)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

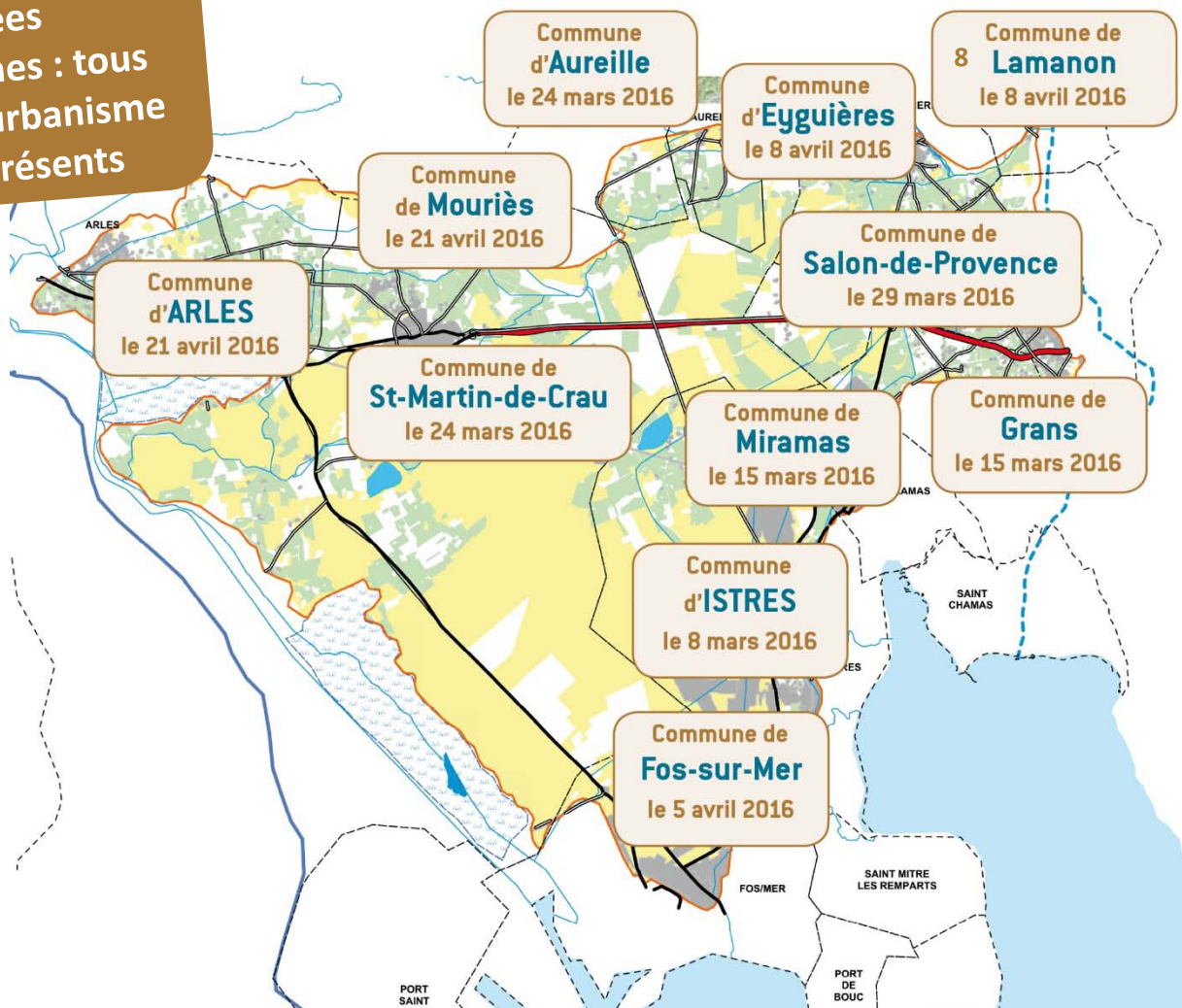
Contrat
de **nappe** Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique



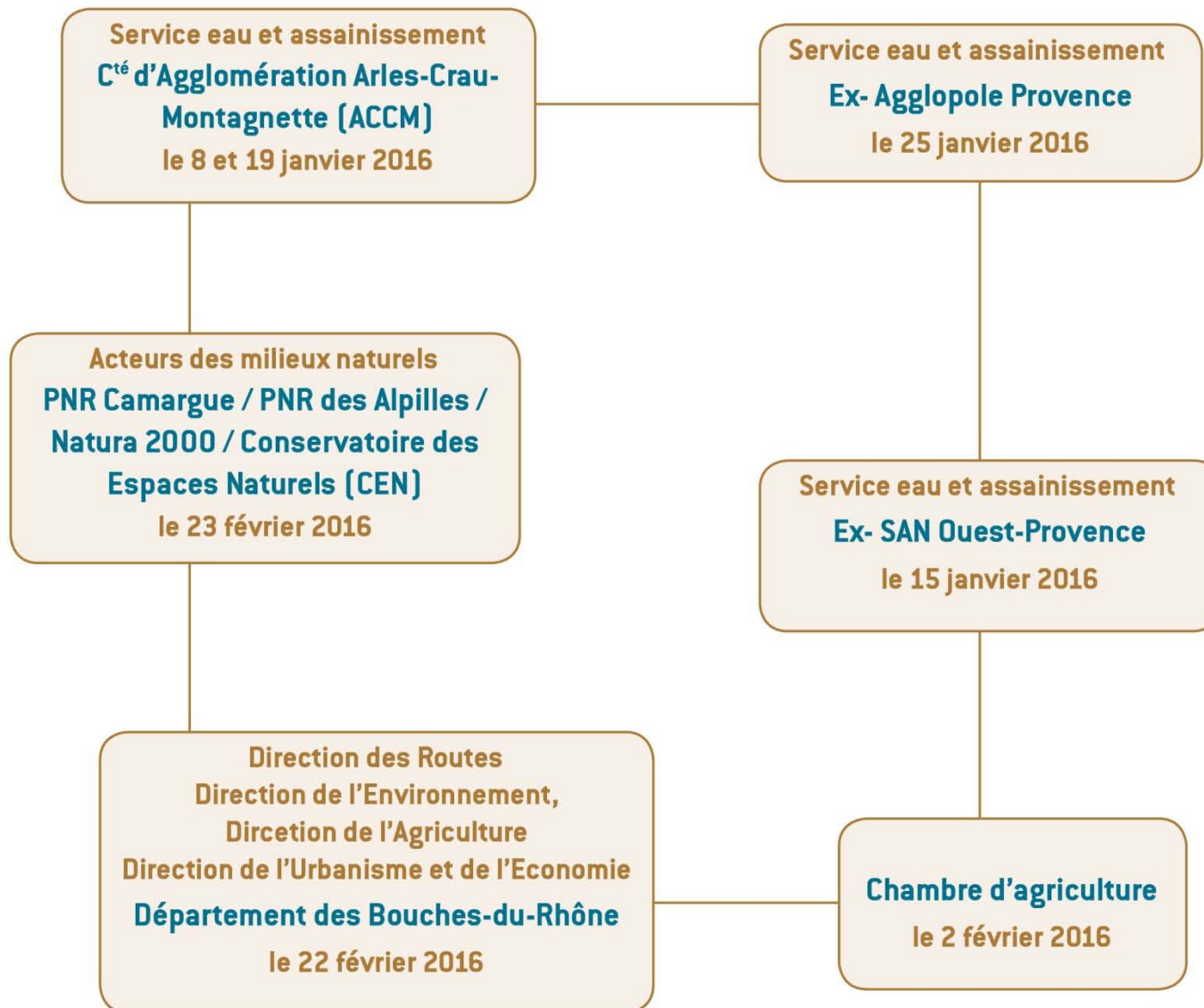
Entretiens individuels avec les **élus**
des communes concernées par les zones de sauvegarde

+ de 60 personnes
rencontrées

Les 11 communes : tous
les adjoints à l'urbanisme
et 7 maires présents



Entretiens individuels avec les acteurs techniques de la nappe de Crau



Objectifs des rencontres et organisation

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de **nappe**
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique

- Présenter les zones de **Sauvegarde** d'ensemble et sur chaque commune rencontrée ;
- Echanger sur les **impacts techniques, politiques, urbanistiques, socio-économiques et écologiques** associés aux zones de sauvegarde ;
- Mesurer les **réserves et le degré d'acceptabilité** à ce stade de l'étude.



Points forts de la concertation (analyse sociologique)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de nappe
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique

Une démarche
de concertation
appréciée

- pour le **temps** consacré et la **“personnalisation”** de la réunion
- pour la **transparence** du dialogue et l’honnêteté des arguments techniques
- pour la **souplesse de décision** laissée aux communes :
“Vous nous laissez du temps pour y réfléchir... Vous ne nous imposez pas un périmètre une fois l’étude finie comme Natura 2000”

Un climat de
confiance
instauré



Des craintes spontanées et naturelles sur les ZS

- Peur de la **superposition de contraintes**
- Peur du **gel de l'urbanisation et d'un frein au développement du territoire** (ZS = handicap concurrentiel vis-à-vis des autres communes)
- **Risque d'incompréhension par les administrés de la politique en faveur des ZS**
- **Inquiétudes du surcoût généré par les ZS pour tout nouveau projet ou activité existante et fragilisation économique de certaines activités.**
- **Crainte que la ZS impacte les milieux humides** (augmentation des prélèvements = réduction des flux souterrains alimentant les ZH ?)

Une plus-value pas toujours bien mesurée au départ par les acteurs

- **Impression que ce qui est demandé sur les ZS est déjà réalisé sur le territoire (Quelle plus-value alors ?)**

Des arguments qui rassurent

- Le **périmètre scientifique** des ZS = **garantie objective** de non remise en question des zones.
- La **“non sanctuarisation”** d’un territoire **rassure** les élus
“Si les Zones de Sauvegarde ne constituent pas un gel éternel et absolu, alors on est d’accord”
- La **cartographie à l’échelle parcellaire** est très appréciée.
- **Argumentaire positif** bâti par les acteurs eux-mêmes :
 - des ZS pour donner un cadre clair à tous les porteurs de projet
 - des ZS = gain de connaissance pour *“savoir où et comment implanter une activité”*
 - une ZS = se préserver contre les erreurs d’aménagement des voisins.
- **Argumentaire non mis en évidence** : gains financiers de la protection (réduction coûts de traitement AEP).

Une acceptabilité "forte" de la démarche ERS

- Toutes les communes souhaitent s'inscrire dans une démarche pro-active

"La démarche pro-active semble plus judicieuse pour ne pas se voir imposer des réglementations subies et mal adaptée à notre territoire"

- Démarche ERS = principes "louables, vertueux et de bon sens"

"Nous voulons préserver la qualité de notre patrimoine eau. C'est une chance pour nous d'avoir une eau de qualité. Il ne faut donc pas la dégrader"

- Acceptabilité de la démarche parfois même accélérée : les communes souhaitent intégrer au plus tôt les ZS dans leur PLU en révision.
(Attention à la fragilité juridique de contours non validés)

Un accord de principe favorable mais "différé" sur les périmètres des Zones de Sauvegarde

- **Aucun refus exprimé par les communes sur les ZS** (*"Les zones de sauvegarde présentées aujourd'hui ne semblent pas incompatibles avec le développement de notre commune"*)
- **Mais l'acceptation définitive dépendra de plusieurs facteurs :**
 - de **l'équité** de traitement entre toutes les communes (*inscrire les ZS à l'échelle d'un SCOT, harmonisation des règles*)
 - des **efforts à partager** entre tous les usages (collectivités, agriculteurs, aménageurs...)
 - d'un principe de **compensation financière à la solidarité**
 - d'un principe de **réciprocité de la sécurisation** *"Si je sécurise l'eau sur ma commune pour d'autres communes, suis-je aussi sécurisé en retour ?"*
 - des marges de **négociation possibles** pour **"bouger"** les contours de la ZS
 - d'une **meilleure connaissance et précision** des mesures concrètes à inscrire dans les PLU.
 - de la **réelle application** des mesures règlementaires / volontaires et du **contrôle**.

- *Un positionnement en attente d'un processus de validation officielle :*
 - Possibilité pour la commune d'intégrer des réserves dans sa délibération sur les ZS
 - Si doute technique sur une ZS, son inscription peut-elle être différée dans le PLU et SDAGE ?
 - Si les ZS sont intégrées dans le SDAGE et PLU, pourra-t-on les modifier ?

- *Concertation "individualisée" ne signifie pas "personnalisation du règlement du PLU*

- *Solidarité nécessaire pour que tout le schéma de sécurisation fonctionne...*

5- Préfiguration de la phase 3

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

Contrat
de nappe
Crau
Etude Ressource en
eau Stratégique

Préconisations réglementaires sur les zones de sauvegarde

Préalable indispensable :
délimiter précisément les
zones de sauvegarde

Les zones de sauvegarde :
un statut juridique assez flou

Nécessité de porter à la connaissance des collectivités les périmètres zones de sauvegarde au moyen du SDAGE et du PAC de l'Etat pour permettre une intégration dans les documents d'urbanisme de type SCoT et PLU, PLUi .

?

Comment traduire la
préservation des zones
de sauvegarde d'un point
de vue réglementaire ?

- *Par une maîtrise de l'occupation des sols : des solutions doivent être trouvées dans les Scot et PLU*
- *Par une maîtrise de l'extension des activités sources de pollution : volonté de limitation de l'extension urbaine ou d'interdiction d'occupation sur les périmètres de zones de sauvegarde*



Distinguer les prescriptions liées aux zones agricoles et naturelles
de celles liées aux zones urbaines ou à urbaniser

Comment intégrer les préconisations dans les documents d'urbanisme ?

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

PLU arrêté

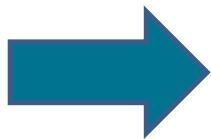
Les PLU ayant été arrêtés juridiquement et en cours de consultation des PPA et PPC ou d'enquête publique ne pourront pas intégrer dans leur procédure actuelle, les prescriptions à venir de l'étude SYMCRAU

PLU dont le PADD a été débattu sans que le PLU soit arrêté

Si le PADD ne prévoit pas d'orientation générale sur les zones de sauvegarde, il sera quasi impossible d'obliger la prise en compte des prescriptions à venir de l'étude SYMCRAU dans les autres pièces du PLU

PLU approuvé

Selon la nature des prescriptions, des procédures de révisions générales ou de modification seront nécessaires.



**Intégration des
ZS dans les PLU à moyen terme par
modification ou révision des PLU**

Les ateliers de concertation en phase 3 (R.VINDRY)

Comité de Pilotage n°3- 20 mai 2016

**Objectif
fondamental**

PROTEGER LA NAPPE

**Objectifs
opérationnels
(nos « chantiers »)**

EP

EU

SPANC

INDUS

AGRI

PHYTO

SOUS-
SOL

FORAGES

Économiques
Qui paye ?

*Nota : importance de
subventionner les
actions bénéfiques*

**Les leviers
d'actions
par chantier**

Juridiques
Comment ?

Opérationnels :
Qui porte quoi ?
Qui contrôle et
avec quels outils ?

Objectifs :

- **Aider** les collectivités à mieux comprendre et préciser les mesures concrètes des ZS
- **Construire et adapter** avec les acteurs locaux le **règlement et le plan de gestion /actions** associés aux ZS (*applicable pour l'ensemble des communes*).
- Définir les leviers juridiques / économiques / opérationnels

½ journée

Atelier
Gestion des eaux
pluviales / eaux usées"

½ journée

Atelier
AGRICULTURE

Préparation de cet atelier
en amont avec la
Chambre d'Agriculture
(réunion le 30 mai 2016)

**Pour les autres
champs
d'application non
traités dans les
ateliers**



6 -Processus de validation des Zones de Sauvegarde sur la Crau

Projet au 20 mai 2016

